

Rapport d'activités 2005

Contexte général d'intervention

Commencée dans un calme relatif, l'année 2005 aura connu une réelle effervescence jusqu'à son terme. Dans la sphère politique comme dans le domaine social, sur le front économique comme sur celui de la société civile, 2005 aura vibré, au Cameroun comme au Bénin, de secousses, de crises et de drames mais aussi de changements positifs et d'espoirs.

Sur le plan politique, le gouvernement des grandes ambitions se met sur les rails au Cameroun. Même s'il peine à mettre en œuvre la décentralisation, il se donne quand même pour objectifs de procéder à une meilleure gestion de la chose publique et d'intensifier la lutte contre la corruption. A cet égard, un code de procédure pénale est promulgué, l'opération d'assainissement du fichier solde commencée depuis de nombreuses années est poursuivie et un dispositif de renforcement de la discipline chez les magistrats est arrêté par le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM). La croisade contre l'indiscipline dans les services publics prend de l'ampleur par les visites inopinées des responsables de divers ordres dans les services placés sous leur autorité. Au Bénin, le Président Mathieu Kérékou, atteint par la limite d'âge, annonce qu'il ne briguera pas un nouveau mandat. Des satisfecit lui sont décernés par ses pairs ainsi que par des responsables politiques de nombreux pays africains et européens.

Sur le front social, le climat est lourd de menaces. La grève des taximen et des transporteurs bouscule les habitudes de déplacement. Le spectre de l'insécurité alimentaire continue de hanter près de 250 000 personnes dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Des populations des zones marécageuses des villes de Yaoundé et de Douala sont déguerpies. Mais elles ne se laissent pas faire pour autant et organisent la résistance. Des évasions massives sont enregistrées dans les prisons de Yaoundé, Bafoussam, Ebolowa, Douala et Buea. Les étudiants des universités d'Etat, non contents de leurs conditions de travail, entrent dans une longue grève qui laissera deux des leurs sur le carreau et qui aboutira au redéploiement des recteurs et à l'institution des Conseils d'Administration dans les Universités. L'opinion publique est également secouée par un commerce d'un genre nouveau, le trafic des organes humains, très florissant dans les villes de Yaoundé et de Douala. La situation sécuritaire du pays se dégrade en ville comme à la campagne, au Cameroun et dans une moindre mesure, au Bénin.

Sur le plan économique, le budget 2005 a ouvert les portes de l'inflation : suite à l'élargissement des principales assiettes d'imposition et à la flambée des cours du pétrole, les prix de la bière, des matériaux de construction, de l'huile et du savon aussi bien que les tarifs de taxi et du transport inter-urbain ont augmenté. Les timbres fiscaux, les cartes grises des véhicules et l'électricité sont devenus plus chers. Ce renchérissement sans précédent de la vie a été difficilement tempéré par le commerce d'importation par ailleurs dominé par la déferlante chinoise. Tirant les leçons de l'échec du programme Triennal 2000-2003 du Cameroun avec le Fonds Monétaire International (FMI), le gouvernement a négocié avec cette institution les termes d'un nouveau programme (Juillet 2005-Juin 2008) dont l'exécution conduira le pays au point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) à la fin du premier semestre 2006. L'atteinte de ce point permettrait au Cameroun de voir plus de la moitié de sa dette publique qui est de l'ordre de 6,9 milliards de dollars (soit près de 52% du PIB) annulée. Le pays retrouverait ainsi le soutien de la France sous la forme d'un contrat de désendettement et de développement (C2D), composante

bilatérale importante de l'initiative PPTE. Paris s'engagerait alors, estiment les spécialistes, à verser à Yaoundé un peu plus de 65 milliards de F CFA par an, sur une période de 10 ans. C'est toujours dans le cadre de la lutte contre la pauvreté que le Cameroun a préparé et organisé le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) avec pour objectifs, entre autres :

- d'avoir un complément d'information sur le niveau de pauvreté des populations, notamment en ce qui concerne l'analphabétisation, l'espérance de vie, le taux de chômage, l'accès aux services sociaux de base (éducation, eau, santé, électricité) ;
- d'identifier les caractéristiques socio-professionnelles des camerounais ;
- de créer une base de données pouvant servir aux études de marché, principalement en ce qui concerne l'évaluation de la demande et de l'offre des services essentiels.

Face à ces frémissements tous azimuts des sphères politique, sociale et économique, la société civile, Eglises, ONG, associations et médias confondus ont donné de la voix. C'est ainsi que l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC) a créé, au terme du séminaire international organisé à Yaoundé sur les importations des denrées alimentaires, un Réseau Panafricain pour le Droit à la Souveraineté Alimentaire avec pour missions :

- d'élaborer des outils d'interpellation et de sensibilisation sur les enjeux de la souveraineté alimentaire ;
- de mobiliser les forces citoyennes dans différents pays et dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA), résultante d'un partenariat entre organisations de la société civile française et de la société civile camerounaise a, de son côté, tenu son premier forum avec pour ambition, dès sa phase opérationnelle qui démarre en principe en janvier 2006, de *"permettre à la société civile camerounaise de s'affirmer comme force sociale d'interpellation et de proposition afin pour elle de s'ancrer de manière constructive et durable dans le jeu démocratique du pays"*.

Tout au long de l'année qui s'achève, le CIPCRE a intégré, dans ses préoccupations, les exigences multiformes de la lutte contre la pauvreté. Il l'a fait en appuyant les initiatives locales de développement, en informant les populations à la base sur les démarches à mettre en œuvre pour améliorer leurs conditions de vie, en mobilisant les communautés de foi contre les fléaux qui gangrènent le tissu social, en amenant des établissements scolaires à rendre leurs milieux plus viables, en faisant de l'équité dans les rapports homme/femme une de ses options fondamentales, en investissant les lieux de débat sur les grandes questions de l'heure et en s'impliquant dans des réseaux importants de la société civile.

Le présent rapport est la synthèse de toutes ces actions. Il présente les résultats atteints mais aussi les effets obtenus dans le cadre de chaque activité menée.

Direction Générale

La Direction Générale a déployé ses activités autour de trois principaux centres d'intérêt : le suivi-accompagnement des Directions Nationales et du CIPCRE Conseils et Services (CCS), le renforcement de la Société Civile et la coopération avec les partenaires du Nord.

1 – Suivi-Accompagnement des Directions Nationales

Dans le cadre du suivi de l'accompagnement des Directions Nationales, la Direction Générale a préparé et organisé deux sessions du Conseil d'Administration (CA), dont le CA sortant et le CA entrant, et deux sessions (ordinaire et extraordinaire) de l'Assemblée Générale (AG) à Bafoussam. Au sortir des travaux des deux sessions du CA, le rapport narratif et financier 2004, le Plan d'Action Annuel 2005, le projet du nouveau cadre de référence des activités du CIPCRE, le PAQ 2006-2010 du CIPCRE au Cameroun, le nouvel organigramme du CIPCRE ont été examinés et adoptés. Les projets de Statuts et de Règlement Intérieur Général ont été examinés et approuvés. Un nouveau Directeur National, en la personne de Samuel SOFFO TODJO a été nommé, en remplacement de Monsieur Valentin MOUAFO admis en formation à l'Institut Catholique de Yaoundé. De même a été élu un nouveau Président du Conseil d'Administration en la personne de Monseigneur Jean Bosco Ntep, Evêque d'Edéa.

Les travaux des deux sessions de l'AG ont débouché sur l'adoption d'un nouveau cadre de référence des activités du CIPCRE, l'adoption de nouveaux statuts et d'un nouveau Règlement Intérieur Général et l'élection des Administrateurs du CIPCRE pour les 3 prochaines années. L'équipe comprend 9 membres dont 4 femmes. Les Administrateurs se sont constitués en six commissions de travail, notamment Planification-Suivi-Evaluation (PSE), Genre et Développement (GeD), Artisanat (ART), Développement Institutionnel (DI), Suivi Financier (SF) et Ecothéologique (ET).

Le suivi financier des Directions Nationales a été également assuré. Ainsi avons-nous organisé 8 audits internes dont 6 au Cameroun (2 à la Direction Nationale à Bafoussam, 2 au CIBLO et 2 à WAGNE à Yaoundé) et 2 à la Direction Nationale au Bénin. Dans la perspective du CA et de l'AG, nous avons apprêté les états financiers du CIPCRE. Sur le plan de la gestion comptable et des ressources, nous avons continué à assurer la tenue des comptes du CIPCRE (CIPCRE-Cameroun, CIPCRE-Bénin, Direction Générale et Wagne.net) ainsi que des autres projets. Pour ce qui est des ressources humaines, nous avons assuré la mise à jour du dossier du personnel. S'agissant des ressources matérielles, nous avons organisé et exécuté 02 inventaires des équipements du CIPCRE. Nous avons enfin organisé et accueilli deux missions du Cabinet d'Expertise Comptable Price Water House and Coopers qui audite nos comptes à Bafoussam et à Porto-Novo.

Quant aux missions de suivi des activités, nous en avons organisé deux dont une au CIPCRE-Bénin et une au CCS de Yaoundé. A l'occasion du suivi au Bénin, nous avons procédé en compagnie du Ministre béninois de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, à l'inauguration de la «Galerie de la Capitale», espace de vente des produits artisanaux des artisans, partenaires à la base du CIPCRE-Bénin. Nous avons régulièrement suivi Wagne.net à Yaoundé, à raison de deux missions par mois. Nous avons coordonné la mission de Mme Rita, consultante néerlandaise, relative à la mise en place des mécanismes de lancement du CIPCRE Conseils et Services. Nous avons également coordonné le suivi institutionnel des

Directions Nationales du CIPCRE-Bénin et du CIPCRE-Cameroun, organisé par Johan Naron, membre du Conseil d'Administration. Il s'est agi pour l'intéressé d'avoir des entretiens approfondis avec chaque membre du personnel sur ses activités, ses difficultés et son degré d'engagement dans la mission du CIPCRE. Au Bénin comme au Cameroun, l'intervention de l'Administrateur s'est soldée par une restitution au cours de laquelle il a eu à faire ses constats et à prodiguer des conseils utiles aux uns et aux autres.

Les appuis accordés aux unités de travail ont été de deux ordres : l'appui technique donné à l'UPEC dans la réalisation d'Eco-Jeunes n° 17 sur le Changement Climatique ; l'appui dont nous avons gratifié la même unité à l'occasion de la réunion sectorielle de la Délégation Provinciale des Enseignements secondaires où nous avons présenté un exposé sur les principes et les stratégies de l'éducation environnementale à l'école. Nous avons en outre appuyé la Direction Nationale du CIPCRE-Cameroun dans la réflexion et l'action pour la relance de son Assemblée des Membres, en hibernation depuis quelques années.

La remobilisation des membres de cet organe a été effective. Aujourd'hui, l'A.M. a retrouvé tous ses réflexes de fonctionnement. La préparation minutieuse des réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale a facilité les décisions des Administrateurs et les délibérations des délégués. Le CIPCRE est sorti des différents travaux reconfiguré mais surtout mobilisé autour d'un nouveau cadre de référence qui se veut plus précis et plus explicite sur son identité chrétienne. La mission de consultation de Mme Rita Joldersma a abouti à l'élaboration d'un document-cadre du CIPCRE Conseils et Services comprenant :

- le concept de CIPCRE Conseils et Services (CCS) ;
- le profil du CCS ;
- le rôle du CCS ;
- les ressources du CCS ;
- L'organisation et le fonctionnement du CCS ;
- Les finances du CCS ;
- Les premiers pas pour le démarrage du CCS ;

2 – Contribution au renforcement de la société civile

Notre contribution au renforcement de la société civile camerounaise comprend six volets :

- l'approfondissement des connaissances sur les processus PPTE/DSRP et les milieux de la société civile ;
- l'outillage des organisations de la société civile en matière de lobbying et de plaidoyer ;
- l'activation des réseaux d'OSC existants et la facilitation de leur mise en relation ;
- l'appui aux organisations confessionnelles ;
- l'appui à la préparation et l'animation de la Campagne Semaines Pascales (CSP)
- les activités de publication.

2.1 – Approfondissement de notre connaissance sur le processus PPTE/DSRP et les milieux de la société civile

Pour approfondir notre connaissance des processus PPTE/DSRP et les milieux de la société civile, nous avons intégré le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) et son comité de pilotage (COFIL) où nous sommes ONG leader du groupe thématique DETTE. Nous

faisons désormais partie du groupe de travail sur la mise en place d'un processus indépendant du suivi participatif du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

La participation à ces espaces de travail nous a permis de contribuer aux débats sur les processus de définition d'une méthodologie de mise en œuvre, d'analyse et de suivi indépendant du DSRP par la société civile, avec prise de position et déclaration commune lors des rencontres d'information et d'échanges ainsi que des ateliers de réflexion. Par ailleurs, nous avons pris part aux rencontres suivantes sur les thématiques ci-après :

Numéro	Date	Lieu	Organisateur	Thème
1	6-8 juillet 2005	Ombé	Groupe de Travail sur le suivi DSRP et UE	Premier forum PCPA
2	29-30 septembre 2005	Yaoundé	GRAC, le forum les «Jeudi de Cotonou» et la fondation Friedrich Ebert Stiftung	Atelier de concertation et de réflexion sur les APE dans la zone ACP-UE
3	10 - 12 octobre 2005	Yaoundé	Le groupe de travail des OSCC sur le suivi participatif du DSRP et le PADDL/GTZ	Atelier de formation Processus budgétaire au Cameroun
4	18-20 octobre 2005	Yaoundé	SAILD et IRED	Atelier de concertation des partenaires du développement en Afrique Centrale
5	26 octobre 2005	Yaoundé	SeP	Conférence internationale «Initiative pays pauvres très endettés». Quels Enjeux pour l'Afrique ?
6	15-18 novembre 2005	Mbal Mayo	PCPA	Premier forum PCPA
7	6-8 décembre 2005	Mbal Mayo	Groupe de travail suivi participatif et PADDL/GTZ	Atelier de formation sur les outils du suivi budgétaire
8	9-10 décembre	Yaoundé	Groupe de travail suivi participatif (Dynamique Citoyenne)	Mobilisation journée mondiale de lutte contre la corruption et des droits de l'homme.

Ces différentes participations nous ont permis :

- de collecter toutes les informations relatives aux domaines du désendettement et de la stratégie de réduction de la pauvreté ;
- d'acquérir des connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'un suivi indépendant du processus budgétaire par la société civile ;
- de nous outiller sur les conséquences des Accords de Partenariat Economique (APE) pour les Acteurs Non Etatiques (ANE), ainsi que les préalables à poser par le Cameroun et la sous région Afrique Centrale dans le cadre des négociations des APE d'ici décembre 2007 ;

- de maîtriser les stratégies à utiliser pour lancer les bases d'une concertation permanente des OP/OSC d'Afrique Centrale, en vue de mener des actions concertées et de rendre plus opérantes et efficaces les actions des uns et des autres ;
- de recenser d'autres OSC travaillant dans le même domaine. Nous avons pu ainsi enrichir notre base de données qui compte actuellement près de 250 OSC.

2.2. – Outillage des organisations de la société civile en matière de lobbying et de plaider

Grâce à l'expertise du SeP, AN-NOUR et Wagne.net, nous avons contribué au renforcement de la société civile pour ce qui est :

- des processus PPTTE et du plaider pour le suivi participatif et la lutte contre la pauvreté ;
- de la nécessité de la maîtrise des techniques d'information et de communication (TIC) comme moyen efficace de plaider et de suivi participatif au développement durable.

Un guide d'animation en matière de lobbying et de plaider a été élaboré pour les OSC. Il sera bientôt mis sous presse.

Nous avons également outillé les OSC en produisant, à leur bénéfice :

- cinq textes d'analyse sur le processus de désendettement et du DSRP au Cameroun. Ces textes, accompagnés d'une synthèse, ont été présentés lors du premier forum PCPA ;
- un texte sur «*Société civile et la transformation sociale au Cameroun*», thème de la communication du Directeur Général lors de la journée Cameroun-DSRP du 28 octobre 2005 à Bonn ;
- un article pour le premier journal de «Dynamique Citoyenne», réseau de suivi des politiques publiques.

Comme membre de la coordination du groupe de travail de suivi DSRP (constitué de 15 organisations), nous avons participé à 05 rencontres de prise de décision pour l'évolution des activités du réseau avec des PV rédigés à chaque rencontre. Et comme leader du groupe thématique Dette au sein du PCPA composé du BASC, du CIPCRE, du SeP, et du CREDDA, nous avons animé 06 rencontres tenues de manière rotative dans les différentes organisations constituantes avec production de PV) à chaque rencontre. Lors du premier forum PCPA tenu en novembre 2005 à Mbalmayo, nous avons animé l'atelier Dette / DSRP. Cela a été l'occasion de noter les préoccupations et les questionnements des acteurs de la société civile sur :

- la divergence des points de vue de la société civile sur la thématique de la dette, notamment sur la question de la légitimité de la dette contractée. Certains participants ont pu avoir des informations supplémentaires sur l'utilisation réelle des prêts octroyés afin de déterminer la part scandaleuse de la dette du Cameroun.
- le rôle que la société civile devrait jouer face à la thématique de la dette, afin que les allègements accordés au Cameroun soient effectivement convertis pour le financement des projets/programmes destinés à réduire la pauvreté, ceci pour éviter que ces fonds soient détournés à d'autres fins comme l'ont été, autrefois, les prêts octroyés au Cameroun. De l'avis de certains participants, la société civile ne

doit pas se contenter d'accompagner la mise en œuvre d'initiatives que les OSC ne cautionnent pas. Elle doit aussi interpeller le gouvernement et les bailleurs de fonds sur la pertinence même de ces initiatives.

- la nécessité d'une réflexion prospective sur le financement du développement, en l'occurrence l'appui aux programmes de développement (APD)
- l'importance accordée à la dette extérieure au détriment de la dette intérieure.

Dans le souci de répondre à toutes ces préoccupations, nous les avons transformées en plan d'action de plaidoyer et lobbying pour l'année 2006. Ce plan est bâti sur les points suivants :

- appui à la circulation de l'information et à la sensibilisation ;
- appui à la concertation au sein des structures collectives de la société civile afin de voir aboutir des propositions alternatives et initiatives de mobilisation sociale.

Lors de la journée internationale de lutte contre la corruption et de la journée mondiale des droits de l'homme organisées les 9 et 10 décembre 2005, nous avons, en notre qualité de membre de la coordination nationale du réseau national de suivi indépendant et des politiques publiques, mis à disposition des outils et développé des stratégies de plaidoyer pour faciliter la mise en place et l'avancement de ce réseau. Notons que depuis 2002, nous avons déjà pris conscience de la gravité des fléaux tels que la corruption et les multiples atteintes aux droits de l'Homme et de la personne, et de la nécessité d'une sensibilisation pour une véritable transformation sociale au Cameroun.

2.3. – Activation des réseaux d'OSC existantes et facilitation de leur mise en relation

Pour faciliter la mise en relation des OSC existants, nous avons :

- restructuré le site web «chantiers de la société civile camerounaise» pour le rendre plus dynamique ;
- veillé à la mise à jour régulière dudit site par son alimentation régulière avec des informations relatives au PPTE/DSRP, C2D et aux activités des organisations de la société civile ;
- élaboré un projet d'atelier de formation à l'usage du site web de la société civile pour rendre cet outil de communication plus collaboratif et efficient à travers la participation directe de toutes les organisations de la société civile. Cet atelier, pour des raisons de calendrier, a été renvoyé à l'année 2006

2.4 – Appui aux organisations confessionnelles

Nous avons initié une rencontre avec le Service Œcuménique pour la Paix (SeP), la Fondation FEMEC-Club de Yaoundé et le bureau des Activités Socio-caritatives (BASC) de l'Eglise Catholique pour discuter du rôle que nous pouvons jouer dans le cadre du renforcement de la société civile. Nous avons continué à apporter notre appui au Département de Développement et d'Action Sociale (DDAS) de l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) en y effectuant deux missions de suivi de son Plan d'Action Quinquennal (PAQ). De même avons-nous accompagné l'Eglise Protestante Africaine (EPA) dans l'élaboration de son Plan d'Action 2005 et l'identification des axes pour le Plan d'Action 2006.

2.5 – Appui à la préparation et à l’animation de la Campagne Semaines Pascales (CSP)

Cette année encore, nous avons utilisé la Campagne Semaines Pascales comme dynamique de lobbying et de plaider pour mener la lutte contre un fléau social : l’exploitation sexuelle des jeunes. A cet égard, nous avons organisé le travail autour de nouveaux principes de base : le principe de réseau, le principe de décentralisation des actions, le principe d’action à la base, le principe de la centralité du thème, le principe des actions dans la durée et le principe de plaider : cette réorientation stratégique a eu pour résultat de mieux outiller les différents acteurs de la CSP (Mouvements de jeunes, de femmes, d’hommes, Aumôneries, Cultes d’enfants, Commissions Diocésaines Justice et Paix, Commissions Paroissiales Justice, Paix et Sauvegarde de la Création, Institutions scolaires, Centres d’Accueil et d’Observation, Orphelinats et Institutions Pénitentiaires) afin qu’ils prennent conscience des violences faites aux enfants en général et engagent des actions contre leur exploitation sexuelle en particulier. Nous avons appuyé l’élaboration d’un matériel d’animation de type nouveau dont essentiellement un dossier d’animation comprenant un Guide d’Animation, un numéro spécial d’ECOVOX et une bande dessinée. A travers la restitution d’une étude sur l’exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, l’opinion nationale a été mobilisée. Une fois de plus, le Service Œcuménique pour la Paix (SeP), le Service Nationale Justice et Paix de la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun (SNJP/CENC) et le Conseil Supérieur Islamique du Cameroun (CSIC) ont été de la campagne. Des chefs traditionnels et des autorités administratives ont été conscientisés sur le fléau de l’exploitation sexuelle des jeunes dans les provinces de l’Ouest, du Centre, du Sud, du Nord-Ouest, du Nord et de l’Extrême Nord du Cameroun.

2.6. – Activités de Publication

Dans notre effort de contribuer au renforcement de la société civile, nous avons continué à alimenter le débat sur les grandes questions de l’heure. C’est dans cet esprit que nous avons publié deux numéros du magazine ECOVOX, le premier sur «*conflits et transformation sociale*», le second sur «*les changements climatiques*». Pour la célèbre rubrique Rencontre Avec..., nous avons bénéficié de l’éclairage respectif de Jean Marie Muller, philosophe français et spécialiste de Gandhi et de Gert de Gans, chargé de la problématique des changements climatiques à Kerkinactie en Hollande.

Nous avons en outre créé, en collaboration avec l’Association Œcuménique des Théologiens Africains (AOTA), une feuille de réflexion dénommée Regards d’Afrique.

- Sept numéros ont d’ores et déjà été publiés. Ils portent respectivement sur les thèmes :
- Un réseau œcuménique au service des communautés de foi (N° 0) ;
 - La réinvention de l’Afrique : enjeux vitaux (N° 1) ;
 - Alliance des religions, alliance des civilisations : repenser la coopération œcuménique et interreligieuse (N°2) ;
 - Vers une révolution théologique des femmes africaines (N°3) ;
 - Combat contre le masculinisme africain : les théologiennes d’Afrique s’engagent (N° 4) ;
 - Puissance et impuissance de la politique dans la société africaine (N°5) ;
 - Le tourisme : un chemin d’humanité (N°6).

Quant à la Collection Foi et Action, elle est restée vivante tout au long de l'année. Nous l'avons enrichie de trois nouveaux ouvrages :

- La mission de l'Eglise Africaine : pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance du Professeur Kā Mana ;
- Femmes Théologie et nouvelle société, sous la direction de Hélène Yinda et Nyambura Njoroke ;
- Manifeste de la femme africaine de Hélène Yinda et Kā Mana.

Nous avons en outre publié 3000 calendriers qui, comme l'année dernière, ont porté sur les plantes médicinales : l'oignon, le papayer, la capucine, l'hydrocotyle, black jack et la carotte ont été présentés au travers de leur historique, de leur description botanique, de leurs propriétés et de leurs modes d'utilisation.

Ont été également publiés 3000 exemplaires du Rapport public qui ont été appréciés par tous nos partenaires à la base comme dans les administrations publiques.

Des institutions et/ou organes de presse nous ont sollicités pour des réflexions de fond sur des thématiques spécifiques. C'est ainsi qu'à la demande de la Revue Foi et Développement, nous avons produit un article sur *la géopolitique de l'eau* ; que Maria Martens, Député du Parlement Européen nous a également amenés à commettre une réflexion sur le thème : «*Qu'attend aujourd'hui l'Afrique de l'Union Européenne en matière d'appui à son développement*» ; qu'à l'occasion de la Journée DSRP-Cameroun, organisée à Bonn en Octobre, nous avons mené une réflexion de fond sur «*Société Civile et transformation sociale au Cameroun*» ; que lors de la deuxième consultation Pax Christi International, organisée à Pretoria en Afrique du Sud, nous avons soumis aux participants une autre réflexion sur «*La Coopération œcuménique et interreligieuse : une nouvelle exigence de civilisation*».

Les activités d'accompagnement autant que d'appui et de sensibilisation de la société civile ont permis aux OSC de mieux se positionner sur l'échiquier de la transformation sociale au Cameroun. Plus que jamais, nous sommes présents dans divers réseaux à travers lesquels nous nous battons pour faire avancer les idées de transparence et de justice. Notre élection aux postes de Vice-Président de Transparency International Cameroun et de Président du Conseil d'établissement du Lycée Technique de Bafoussam témoigne de la confiance dont nous sommes de plus en plus crédités.

3 – Coopération avec les partenaires du Nord

Dans le cadre de nos relations avec nos partenaires du Nord, nous avons reçu sept visites, les unes aussi importantes que les autres : d'abord celle du Dr. Elke Ahrens de EED avec qui nous avons discuté de la question des audits financiers et finalisé la fin anticipée du PAQ 2002-2006 ; ensuite deux visites de Monsieur Rudolf Heinrichs-Drinhaus de EED avec qui nous avons eu deux séances de travail, la première sur le rapport 2004 et les perspectives 2005 et la deuxième sur le plan quinquenal 2006-2010 ; et puis celle du Pasteur Cookie van't Leven et de Monsieur Jan Van Doggenart, respectivement Secrétaire Exécutive et Directeur du Bureau Afrique et Moyen-Orient à Kerkinactie avec qui nous avons eu des séances de travail au sujet des activités de l'UFAS, des publications de la Collection Foi et Action, du PAQ 2006-2010 et du projet «*Lutte contre le changement climatique et la pauvreté à l'Ouest Cameroun*» ; celle de M. Kees Schilder de Kerkinactie avec qui nous avons échangé sur le déroulement de la Campagne Semaines Pascales 2005 et ouvert des perspectives par rapport à la prochaine campagne ; la visite d'une équipe du Programme Concerté Pluriacteurs (PCPA)

composée de MM Pierre Goirand, Mathieu Guion et Simon Essi et qui nous intéressé à leurs activités dont le tout premier forum réunissant la société civile française et la société civile camerounaise en novembre à Mbalmayo ; enfin celle du Dr Jaap Breetvelt en l'honneur de qui nous avons organisé un colloque sur le thème : *Théologie, communautés de foi et VIH-SIDA*. Au terme de nos réflexions, nous avons conclu que le VIH-SIDA n'est pas qu'un simple problème médical. Il est un défi global qui exige une vision globale des stratégies de lutte contre ses méfaits. A cet égard, des propositions concrètes ont été faites par les principaux intervenants (théologiens musulman, catholique et protestant) audit colloque (lire rapport de cette journée sur le site du CIPCRE : www.wagne.org).

Nous avons eu une concertation à Yaoundé avec M. Jochem Schneemann et Madame Els Lindebom de ICCO. Avec eux nous nous sommes interrogés sur le désengagement financier de ICCO. Ils ont été informés de la position du CIPCRE par rapport à ce désengagement.

Nos partenaires du Nord ont également reçu nos visites. C'est ainsi que sur une bourse négociée par Johan Naron, le Directeur Général a séjourné pendant quatre semaines en Hollande où il a suivi des cours intensifs d'Anglais. Il a eu, en compagnie de cet administrateur du CIPCRE, une concertation avec les partenaires EED, CMC/AMA et Kerkinactie sur le PAQ 2006-2010. Tous les quatre ont donné leur accord de principe pour le financement du PAQ. Lors de la deuxième rencontre avec les même partenaires, EED a donné son accord définitif de financement pour trois ans tandis que CMC/AMA et Kerkinactie ont confirmé leur contribution financière au PAQ. La signature de l'Accord de Coopération avec EED est intervenue au mois de novembre.

Dans la perspective du lancement du CIPCRE Conseils et Services, nous avons soumissionné une demande pour le financement d'une mission d'une consultante néerlandaise à Kerkinactie. Après l'accord donné par notre partenaire, nous avons par la suite rencontré cette consultante et, avec Cookie, avons préparé sa première mission au Cameroun. Cette mission s'est déroulée du 8 au 23 décembre. Elle s'est soldée par un atelier de restitution.

Dans le souci de diversifier nos partenaires, nous avons rencontré Monsieur REMCO Van der Veen de CORDAID et lui avons présenté le PAQ 2006-2010. Il s'est montré intéressé par le contenu et l'approche de notre programme et a laissé entendre qu'il y a de bonnes perspectives pour un éventuel partenariat entre CORDAID et nous.

A Paris, nous avons rencontré Denis Brante avec qui nous avons discuté du renforcement du partenariat entre le CIPCRE et la CEVAA. Nous avons aussi rencontré le Directeur de Publication de Foi et Développement. Avec lui nous avons évoqué les perspectives de collaboration entre le Centre International Lebret-IRFED et nous.

Comme autre activité importante, nous avons animé à Pomeyrol du 6 au 11 juillet un colloque ouvert sur le thème *Foi et éducation à la Paix* avec pour sous-thèmes :

- L'Afrique entre violence structurelle, insécurité et conflits armés ;
- Les religions : facteurs de division et/ou promotrices de Paix ;
- Les campagnes Semaines Pascales : un exemple d'éducation à la Paix (Par Pasteur Jean Blaise KENMOGNE) et :
- La violence : fonctionnement et alternatives
- Face à la globalisation : lutte pour la Justice et/ou Promotion de la paix ? (Par Pasteur Reto Gmünder)